

Cette mesure reviendra nous obséder. Nos amis du Sud useront de représailles. C'est inévitable. Nous les avons déjà froissés en adoptant les mesures dont j'ai parlé plus tôt relativement à la télévision et aux restrictions que nous avons imposées à ce sujet. Ils devront réagir. J'ai bien peur que leur réaction ne soit pas agréable.

Le gouvernement aurait avantage, dans l'intérêt du Canada, de répondre aux sentiments et aux besoins actuels de la plupart des Canadiens en accordant des stimulants et en encourageant les talents canadiens à faire concurrence aux publications étrangères au lieu d'ériger contre ces dernières des obstacles artificiels. Il est opportun et plus nécessaire que jamais de mieux comprendre le problème dans son ensemble. Il est indispensable pour assurer la survivance de l'humanité que les pays et les sociétés respectent réciproquement leur intégrité. Dans un pays tel que le nôtre, où notre plus grand bien est notre patrimoine multiculturel, on se demande ce que le gouvernement tente de faire en adoptant une mesure qui s'inspire de l'esprit de clocher sinon d'un nationalisme outré.

Je n'ai pas l'intention d'appuyer cette mesure gouvernementale à moins qu'on ne me prouve qu'en tentant de rescaper l'industrie canadienne de l'édition, elle n'anéantira pas une chose que de nombreux Canadiens estiment être une institution canadienne.

**M. Gordon Ritchie (Dauphin):** Madame l'Orateur, tout d'abord, je dois dire que je suis tout à fait contre la position du gouvernement à l'égard des revues admissibles aux dégrèvements d'impôt que prévoit le bill. J'agréerai raisonnablement à la proposition portant que la plupart des revues devraient appartenir à des Canadiens dans une proportion de 75 p. 100. Toutefois, pour ce qui est du contenu, le gouvernement a conféré beaucoup trop de pouvoirs aux fonctionnaires. Cela ressemble trop à de la censure.

Ma principale objection à ce bill est fort bien exprimée dans une lettre écrite par le *Mennonite Brethren Herald*, laquelle a été adressée, je crois, à tous les députés. Je cite:

Si certains d'entre vous avez lu dans un numéro récent de *Time* le reportage sur la débâcle du gouvernement des États-Unis au Vietnam, en tant que reportage sobre et sain, vous comprendrez, je pense, ce qui fait qu'on achète une publication comme celle-là plutôt que le *Maclean's*. Ou le reportage sur le Watergate, pour donner un autre exemple.

La position du gouvernement—comme je la comprends—serait que pour se qualifier comme publication canadienne, la revue devrait être différente de la publication sœur des États-Unis dans une proportion de 60 à 80 p. 100, et 75 p. 100 de ses actions devraient appartenir à des Canadiens. Pour le *Time*, cela voudrait dire, de toute évidence, qu'il devrait cesser d'exister. Le gouvernement referait entièrement le magazine si bien que ce ne serait plus celui auquel nous avons choisi de nous abonner. C'est une forme de bâilonnement de la presse qui doit nous être très suspecte. Nous sommes déjà exposés au Canada à de nombreuses factions extrémistes et le gouvernement, par cette mesure, leur donne plus d'emprise sur nous. Au lieu de faciliter l'accès aux publications exposant une vue plus large du monde, il ouvre la porte à la forme la plus étroite de nationalisme ou au type fortement idéologique de journalisme qui se répand de plus en plus au Canada.

Nous devons juger d'un œil très critique ce genre de manipulation de la presse. La liberté d'action de la presse devrait être l'un de nos biens les plus chers et les plus jalousement défendus. Les Canadiens sont privés de leur liberté de choix de façon très réelle et cela rappelle beaucoup plus les régimes totalitaires qu'une démocratie véritablement ouverte. Une telle action de la part du gouvernement me remplit d'appréhension.

#### *Périodiques non canadiens*

Le pays compte beaucoup trop d'organismes de réglementation en matière de culture, qui sont l'expression directe de la pensée du gouvernement. Il y a Radio-Canada, qui mène une virulente campagne d'anti-américanisme et une non moins virulente campagne contre l'Ouest du pays. Le sort de *Time* et de *Reader's Digest* et le bruyant débat qu'il engendre résident peut-être dans le fait que la plupart des gens voient, dans cette mesure, une tentative du gouvernement de restreindre la liberté de la presse, d'établir une sorte de souveraineté culturelle assortie d'un nationalisme économique, d'anti-américanisme et de pouvoir corporatif, et de restreindre le droit des citoyens de lire ce qui leur plaît.

● (2140)

Mais voyons un peu ce que le gouvernement propose en fait. La mesure à l'étude est, au fond, une mesure fiscale, mais son objectif ne consiste pas à augmenter les recettes fédérales. Elle va certainement les réduire. On ne cherche même pas à canadianiser *Time* et *Reader's Digest*, ce qui pourrait être une initiative raisonnable, par le biais du principe de la propriété. Il s'agit de toute évidence de mettre hors de combat les publications éditées aux États-Unis afin qu'elles ne représentent plus une concurrence de premier ordre pour l'industrie canadienne de la revue. Selon toute apparence, on espère frayer ainsi la voie à de nouvelles publications canadiennes, surtout à un hebdomadaire d'information.

En retirant la modification fiscale, on entend diminuer la vente de ces périodiques en espérant que leurs recettes publicitaires antérieures iront aux publications canadiennes. Mais il est peu probable que cela se produise dans la mesure où le gouvernement le voudrait. En réalité, il semble probable que l'abandon progressif de la mesure fiscale convaincra tant *Time* que *Reader's Digest* qu'il vaut mieux quitter le pays.

Mais cela empêchera-t-il *Time* et *Reader's Digest* d'être lus au Canada? J'en doute. En 1944, quand *Reader's Digest* est arrivé pour la première fois au Canada, les ventes de la section anglaise atteignaient le million. Il semble intéressant de noter qu'à l'heure actuelle, compte tenu de l'accroissement démographique, les ventes de l'édition anglaise n'ont pas augmenté. On a, bien sûr, ajouté l'édition française qui disparaîtrait évidemment. Le gouvernement réussira-t-il en éliminant ces deux publications de la scène canadienne à augmenter les recettes des revues canadiennes? Il semble que ce soit moins que certain, quand on y regarde de plus près.

Le rapport Davey sur les mass media de 1970 a avoué devoir concéder qu'il était impossible de prédire avec précision les effets de la suppression des exemptions, et s'est contenté de recommander au gouvernement de supprimer les exemptions et de voir ce qui se passerait. Il est possible qu'en matière de publicité les revues décident de demeurer au Canada sous leur forme actuelle, auquel cas les publicitaires pourraient décider de diminuer le budget qu'ils consacrent aux revues canadiennes pour pouvoir continuer à faire des publicités plus onéreuses dans le *Time* et le *Reader's Digest*. Ils pourraient aussi décider de garder le même budget publicitaire dans ces deux revues, en limitant simplement le volume de leur publicité, ce qui n'apporterait strictement rien aux autres publications.